



# **LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AFRICAINS PEUVENT-ILS PROSPÉRER SANS ENGRAIS CHIMIQUES ?**

**La hausse des prix des engrais, provoquée par la guerre israélo-américaine contre l'Iran, rappelle brutalement la dépendance du système alimentaire mondial vis-à-vis de ces intrants chimiques. Le blocage de fait du détroit d'Ormuz a soudain privé le monde d'une source clé d'exportations d'engrais, ainsi que du soufre et du gaz naturel nécessaires à leur production. Les prix des engrais ont fortement augmenté en conséquence, ravivant la crainte d'une crise des prix alimentaires susceptible de toucher des millions de personnes déjà en situation d'insécurité alimentaire (voir graphique 1<sup>1</sup>).**

**L**orsque les prix internationaux des engrais flambent, c'est généralement en Afrique qu'ils atteignent leurs niveaux les plus extrêmes<sup>2</sup>. Lors de la dernière flambée des prix en 2021, les entreprises d'engrais ont augmenté leurs prix en Afrique à des niveaux supérieurs à ceux des marchés internationaux, et les ont maintenus à ce niveau jusqu'en 2023, lorsque les prix ont baissé ailleurs<sup>3</sup>. La situation pourrait être pire cette fois-ci, étant donné la dépendance des pays africains aux engrais provenant du Golfe persique (voir encadré).

Pourtant, dans une grande partie de l'Afrique, les systèmes alimentaires ont été protégés des effets de ces fluctuations de prix et de ces pénuries. Cela s'explique par le fait que l'utilisation d'engrais y est beaucoup plus faible que dans d'autres régions du monde. Les engrais chimiques sont rarement utilisés sur les cultures vivrières traditionnelles comme le manioc en Afrique de l'Ouest, le sorgho au Sahel ou la banane dans la région des Grands Lacs. De même, les races locales de poulets et de bovins ne sont pas nourries avec des aliments commerciaux nécessitant une utilisation intensive d'engrais. Les engrais sont surtout utilisés sur les cultures de rente, comme le coton ou la canne à sucre. Ainsi, la hausse des prix mondiaux des engrais ne se traduit pas

nécessairement par une augmentation des prix alimentaires en Afrique, du moins pour les aliments produits localement.

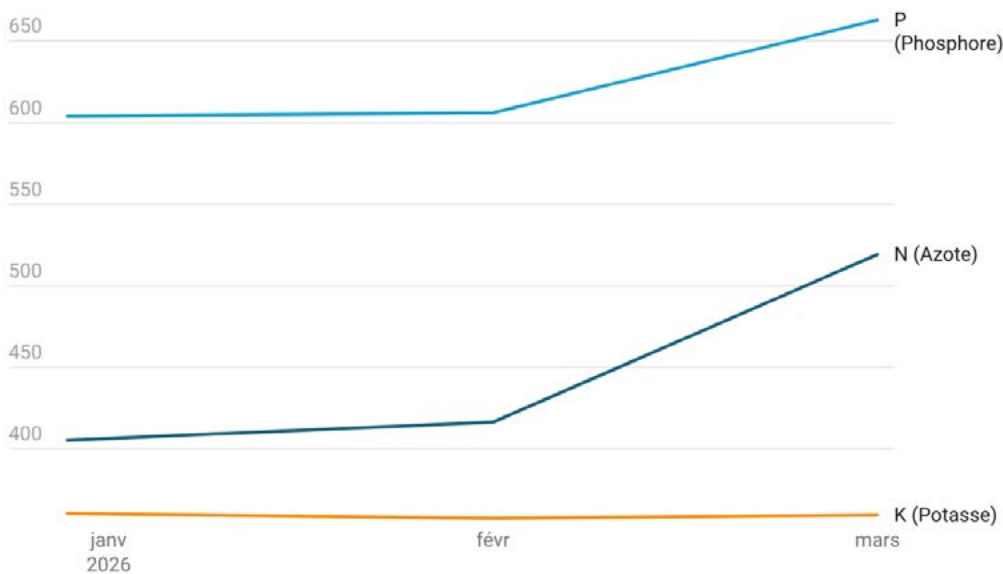
Toutefois, cette situation est en train d'évoluer. Au cours des deux dernières décennies, les gouvernements africains et les bailleurs ont investi des milliards de dollars dans des programmes de subventions et de développement visant à accroître l'utilisation des engrais par les petites exploitations agricoles. L'utilisation a augmenté, atteignant presque le double de ce qu'elle était il y a vingt ans (voir graphique 2<sup>4</sup>). Mais 15 pays à eux seuls représentent près de 90 % de la consommation d'engrais de l'Afrique. Quatre d'entre eux – l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Nigéria – en représentent à eux seuls les deux tiers (voir carte 1)<sup>5</sup>.

### **Un coût élevé**

Depuis 2006, les gouvernements africains ont consacré en moyenne 30 % de leurs budgets agricoles nationaux à des subventions aux engrais. En Éthiopie, au Malawi et en Zambie, ce chiffre est plus proche de 50 %. À un moment donné, les dépenses du Malawi ont absorbé 8 % du budget total de l'État, obligeant à des coupes budgétaires dans l'éducation publique et les infrastructures<sup>6</sup>. Pourtant, ces dépenses massives n'ont pas porté leurs

## Graphique 1. Évolution des prix des engrais

Janvier - mars 2026 (euros/tonne)



Price evolution for the European Union

Graphique: GRAIN • Source: European Commission • Créé avec Datawrapper

fruits. L'utilisation moyenne d'engrais par les petites exploitations s'est stabilisée autour de 20 kg par hectare, loin des 50 kg par hectare que les gouvernements africains s'étaient engagés à atteindre dans le cadre de la Déclaration d'Abuja de 2006<sup>7</sup>. Pourquoi ? À cause des prix.

« Certains engrais sont subventionnés par le gouvernement à des prix relativement abordables, mais ils sont fournis aux communautés agricoles en très petites quantités, insuffisantes pour répondre à leurs besoins », explique Ahmed Elmaghrabi, dirigeant de la Fédération de solidarité syndicale nouvellement créée en Égypte. « Les agriculteurs et agricultrices achètent donc des engrais sur le marché pour couvrir leurs besoins. L'écart de prix est important, pouvant atteindre jusqu'à cinq fois le prix des engrais subventionnés. C'est une lourde charge pour les petites exploitations<sup>8</sup>. »

Leocardia Shayamunda, de la Commission catholique Justice et Paix, affirme que la situation est similaire au Zimbabwe. « De nombreux agriculteurs et agricultrices pauvres qui parviennent à acheter des engrais n'utilisent pas la quantité recommandée, mais une quantité moindre. De ce fait, ils continuent d'obtenir de

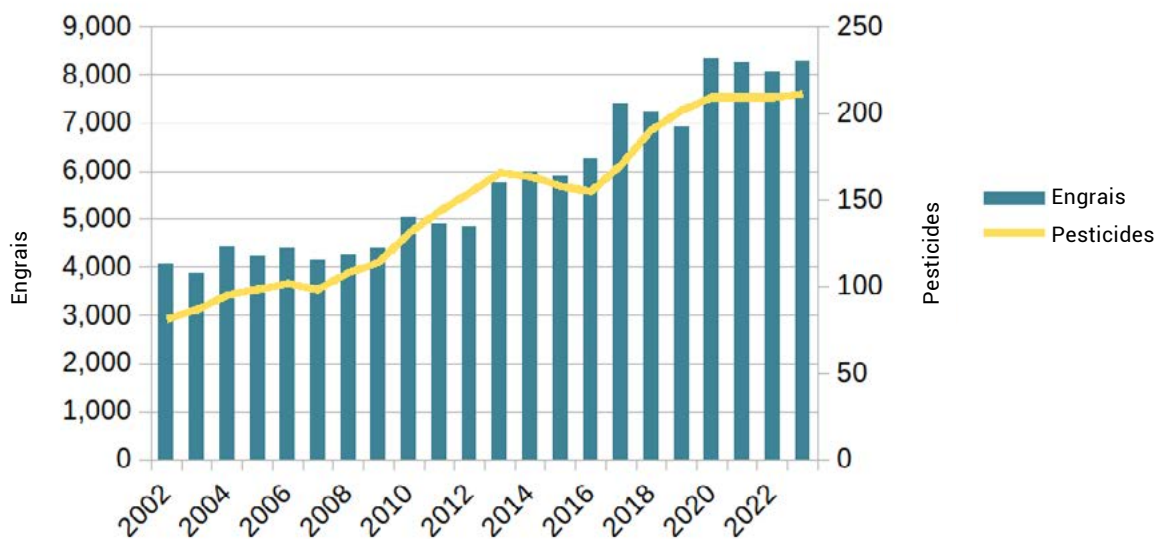
faibles rendements, juste suffisants pour la consommation du ménage, avec peu ou pas de surplus pour dégager un revenu<sup>9</sup>. »

L'ONG allemande INKOTA a étudié l'expérience des membres du groupement agricole d'Ilhemi en Tanzanie, où le gouvernement s'est associé à des entreprises d'engrais et à des bailleurs pour encourager fortement les communautés agricoles à utiliser des niveaux élevés d'engrais subventionnés pour la culture du maïs. Dans ce cas, le nombre d'exploitations utilisant des engrais a plus que doublé. Mais les coûts des intrants pour les agriculteurs et agricultrices ont quintuplé, passant d'une moyenne de 30 dollars des États-Unis à 160 dollars par saison. En conséquence, INKOTA a constaté que les exploitations n'ont pas bénéficié de rendements plus élevés et sont désormais exposées à une éventuelle augmentation du prix des engrais et des autres intrants<sup>10</sup>.

Le scénario est le même pour les communautés agricoles d'autres régions d'Afrique où de grandes quantités d'engrais chimiques sont utilisées sur les cultures de rente. Au Burkina Faso et en Égypte, par exemple, les personnes produisant du coton utilisent beaucoup d'engrais. Mais leurs coûts de production peuvent

## Graphique 2. Consommation d'engrais et de pesticides en Afrique

Milliers de tonnes (2002-2023)



dépasser les prix obtenus pour leur récolte, ce qui les oblige à produire moins<sup>11</sup>. Au Kenya, où le thé est le principal produit agricole d'exportation et absorbe plus d'engrais par hectare que toute autre culture, les petits producteurs et productrices abandonnent leur production en raison du coût élevé des engrais, combiné à la faiblesse des prix du thé<sup>12</sup>. Il en va de même pour les exploitations qui cultivent du tabac sous contrat au Malawi. Les engrais représentent leur principal poste de dépenses, et la plupart sont chroniquement endettées, leurs coûts de production étant toujours supérieurs aux revenus issus de leur tabac<sup>13</sup>.

### Un terrain fertile pour les entreprises d'engrais

En Afrique, les engrais ne sont pas seulement chers, ils sont encore plus chers qu'ailleurs. Les communautés agricoles africaines paient généralement plus cher les mêmes engrais que ceux vendus aux agriculteurs et agricultrices d'autres régions du monde, notamment aux États-Unis et en Europe<sup>14</sup>. Cela s'explique en partie par des difficultés liées aux infrastructures et à la logistique. La corruption joue également un rôle dans cette situation<sup>15</sup>. Mais ces prix reflètent aussi le pouvoir de marché des producteurs d'engrais qui contrôlent les importations et la distribution<sup>16</sup>.

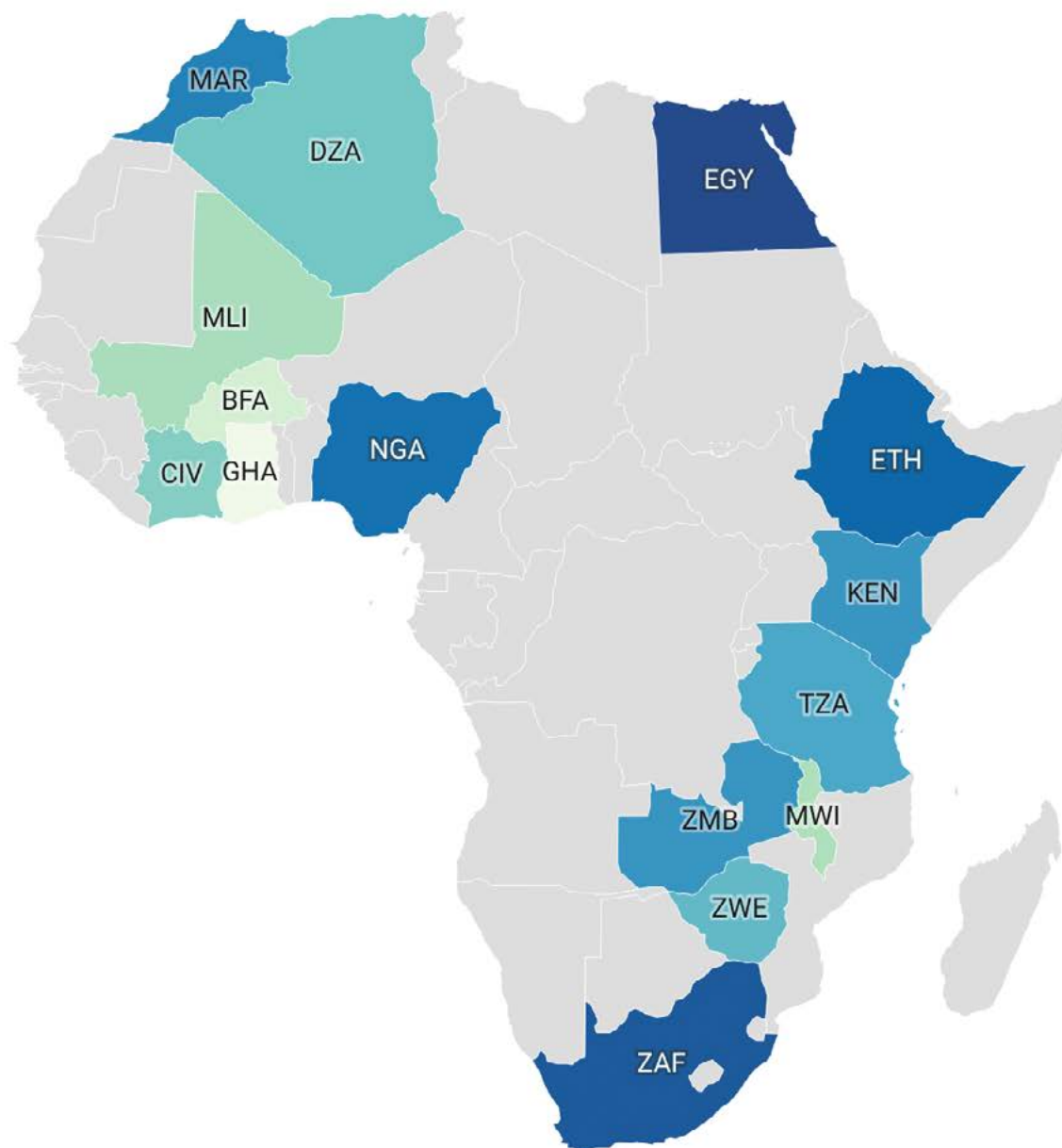
De nombreux marchés nationaux d'engrais en Afrique sont entre les mains d'un petit nombre d'entreprises et de négociants en situation de monopole ou de quasi-monopole<sup>17</sup>. Au Malawi et en Tanzanie, par exemple, quelques grandes entreprises étrangères contrôlent environ 90 % des ventes au détail et des importations d'engrais<sup>18</sup>. Cela donne à ces entreprises le pouvoir de fixer les prix et d'en tirer des profits. Pour les négociants en engrais d'Afrique orientale et australe, les marges bénéficiaires avoisinent les 40 %. Dans d'autres régions du continent, elles peuvent aller de 30 % jusqu'au chiffre impressionnant de 80 %<sup>19</sup> !

Le marché africain des engrais représente actuellement environ 10 à 15 milliards de dollars et devrait atteindre 20 milliards au cours des quatre prochaines années<sup>20</sup>. Les plus grands producteurs d'engrais – comme Yara (Norvège), OCP (Maroc), PhosAgro (Russie), Nutrien (Canada) et Mosaic (États-Unis) – cherchent tous à renforcer leur présence sur ce marché lucratif en pleine croissance<sup>21</sup>. Il en va de même pour les investisseurs du Golfe et les milliardaires locaux comme Aliko Dangote (voir tableau 1).

La principale initiative de Yara visant à s'implanter en Afrique s'est faite par le biais du Corridor de croissance agricole du Sud de la Tanzanie (SAGCOT), qu'elle a contribué à concevoir et à lancer en 2011 avec le

## 15 premiers pays africains en termes de consommation totale d'engrais chimiques en 2023

Milliers de tonnes (tous les nutriments)



Carte: GRAIN • Source: International Fertilizer Association – IFA Database • Créé avec Datawrapper

soutien de la Norvège, des États-Unis et de la Fondation Gates. Bien que le SAGCOT ait échoué dans son ambition de convertir la région en exploitations agricoles industrielles à grande échelle et en systèmes de production sous contrat, il a permis à Yara de développer un réseau verticalement intégré s'étendant profondément dans les zones rurales tanzaniennes<sup>22</sup>. Yara concentre désormais ses efforts sur la Tanzanie pour le déploiement de sa plateforme numérique AfricaConnect, qui, selon l'entreprise, compte 130 000 agriculteurs et agricultrices abonnées, dont beaucoup utilisent activement l'application pour obtenir des prêts destinés à l'achat d'engrais<sup>23</sup>.

Le groupe OCP utilise également des outils numériques pour développer ses ventes d'engrais en Afrique. Son application Udongo a enregistré jusqu'ici 215 000 agriculteurs et agricultrices dans sept pays<sup>24</sup>. Il s'est également associé à la Banque mondiale pour réaliser une cartographie numérique des sols afin de mettre en place des stratégies de fertilisation personnalisées en Afrique de l'Ouest<sup>25</sup>.

Yara et OCP développent également leur marché en Afrique d'une autre manière, grâce à un mécanisme de financement des engrais lancé par la Banque africaine de développement (BAD) en 2018. Ce mécanisme offre aux grandes entreprises, comme Yara et OCP, des garanties de crédit afin de stimuler les importations et la distribution d'engrais<sup>26</sup>. Il finance également des programmes de formation et facilite les importations par l'intermédiaire d'un groupe de pression sectoriel appelé Partenariat africain pour les engrais et l'agro-industrie<sup>27</sup>.

Mais ces mécanismes ne fonctionnent pas vraiment. Le programme de la BAD en Côte d'Ivoire et au Ghana, en partenariat avec OCP, était censé générer 100 millions de dollars de ventes et atteindre 250 000 agriculteurs et agricultrices. Mais il n'a rapporté que 4 millions de dollars de ventes pour OCP et n'a atteint que 25 000 agriculteurs et agricultrices. La BAD a indiqué que cet échec était en parti dû aux prix élevés des engrais<sup>28</sup>.

On observe des problèmes similaires au Zimbabwe, où la BAD a récemment accordé une garantie de crédit de 4,3 millions de dollars à une filiale du géant saoudien des engrais Ma'aden<sup>29</sup>. La banque affirmait que ce

financement permettrait d'accroître la production de maïs, de blé et d'oléagineux en permettant à Ma'aden de vendre 60 000 tonnes d'engrais à 180 000 agriculteurs et agricultrices. Pourtant, fin 2024, la société n'avait vendu que 11 000 tonnes à 88 exploitations. Si la BAD a déclaré que ces dernières avaient augmenté leur production en conséquence, elle a reconnu qu'aucune n'était une exploitation à petite échelle !<sup>30</sup>

## Souveraineté sur les engrais ?

Lorsque les gouvernements et les communautés agricoles en Afrique achètent des engrais, la majeure partie de l'argent quitte leurs pays. Seuls le Nigéria et les pays d'Afrique du Nord sont d'importants producteurs d'engrais chimiques. Les autres doivent importer environ 80 % de ce qu'ils utilisent. Dans le cas du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Rwanda, la dépendance est totale<sup>31</sup>. Cette situation est clairement problématique. Elle met ces pays en situation de vulnérabilité face aux dynamiques du marché mondial et épuise leurs revenus nationaux et leurs réserves en devises.

Certains États africains cherchent à développer une production locale d'engrais afin de faire baisser les prix et de s'affranchir de cette dépendance<sup>32</sup>. Mais cette stratégie peut engendrer d'autres problèmes.

En 2019, le gouvernement du Burundi a instauré une interdiction des importations d'engrais afin d'accorder un monopole sur les ventes au seul producteur d'engrais du pays. Cette société, détenue par l'homme d'affaires Adrien Ntigacika, proche du pouvoir politique, a ensuite été accusée d'avoir facturé au gouvernement des dizaines de millions de dollars pour des engrais qu'elle n'a pas livrés, et d'avoir ainsi provoqué une pénurie d'engrais à l'échelle nationale<sup>33</sup>. Le Burundi consacre un pourcentage impressionnant de son budget agricole (60 à 70 %) aux subventions pour les engrais qui bénéficient directement à la société de Ntigacika. « Nous constatons que des milliards sont investis chaque année dans ce secteur, mais les engrais n'arrivent jamais jusqu'aux populations comme ils le devraient », déplore Faustin Ndikumana, de l'ONG PARCEM Burundi<sup>34</sup>. Ntigacika développe actuellement des usines d'engrais via des

partenariats public-privé avec les gouvernements de l'Angola, du Ghana, du Kenya, du Nigéria, de l'Ouganda, de la Zambie et de la Tanzanie<sup>35</sup>.

Un autre milliardaire africain qui investit massivement dans la production d'engrais est le magnat nigérian du ciment Aliko Dangote. Il est actuellement en train d'agrandir son usine d'urée à base de gaz naturel au Nigéria, déjà la plus grande d'Afrique. En août 2025, il a également signé un accord avec le gouvernement éthiopien pour y construire une usine d'urée similaire pour un montant de 2,5 milliards de dollars<sup>36</sup>. Le groupe singapourien Indorama développe également ses capacités de production et d'exportation d'engrais azotés au Nigéria, grâce à des financements de plusieurs milliards de dollars provenant de banques de développement<sup>37</sup>.

D'autres pays, comme la Tanzanie, prévoient également d'utiliser une partie de leurs réserves de gaz naturel pour produire des engrais azotés. En 2024, la Tanzanie a signé un accord avec le groupe indonésien ESSA pour la construction d'une usine d'urée d'une valeur de 1,4 milliard de dollars. En mars 2026, elle a entamé des discussions avec la société japonaise Toyo Engineering Corporation en vue de la construction d'un autre site. Dans le même temps, la Tanzanie prévoit de construire une usine d'urée alimentée au charbon sur 2 700 hectares dans la municipalité de Tabora, ce qui, selon les villageois-es, entraînera leur éviction des terres qu'ils utilisent pour produire leur alimentation<sup>38</sup>. Le gouvernement zambien, quant à lui, a chargé une entreprise chinoise de construire et d'exploiter une usine d'urée d'une capacité de 300 000 tonnes, qui sera alimentée en charbon et en phosphates provenant des exploitations minières du sud du pays<sup>39</sup>.

Dangote affirme qu'il peut, à lui seul, mettre fin aux importations d'engrais de l'Afrique grâce à ses projets actuels. « Nous suivons actuellement une trajectoire très ambitieuse. Nous voulons faire de Dangote le premier producteur d'urée, un producteur plus important et plus performant que le Qatar : donnez-moi 40 mois », a-t-il déclaré aux participant-es à la réunion annuelle 2024 d' Afreximbank<sup>40</sup>.

Mais les usines de Dangote, ou d'autres en Afrique, rendront-elles les engrais plus abordables pour les agriculteurs et agricultrices en Afrique ? L'usine nigériane de Dangote exporte la majeure partie de son urée vers les États-Unis et le Brésil. Et les prix qu'elle pratique sur le marché intérieur, ou dans d'autres pays africains, reflètent les prix qu'elle peut obtenir sur les marchés internationaux. Elle a également tendance à privilégier les marchés plus importants en dehors de l'Afrique en cas de chocs d'approvisionnement et de flambées des prix, comme ce fut le cas en 2021<sup>41</sup>. Début mars 2026, une semaine seulement après le début de l'offensive américaine et israélienne contre l'Iran, Dangote a augmenté les prix de son urée de 40 %<sup>42</sup>.

Il convient également de prendre en compte les coûts environnementaux et sociaux importants liés à l'extraction et à la production des engrais. La compagnie marocaine OCP investit des milliards de dollars pour agrandir ses mines de phosphate et ses usines. Pourtant, les communautés vivant à proximité des sites d'exploitation de l'entreprise au Maroc affirment que la pollution et les déchets toxiques dégradent leurs terres, détruisent les écosystèmes environnants et nuisent à leur santé<sup>43</sup>. L'usine d'urée de Dangote en Éthiopie dépend du gaz naturel du bassin de l'Ogaden, où les habitant-es affirment que les déchets toxiques issus des activités pétrolières et gazières sont responsables d'une maladie mortelle qui touche leurs villages depuis le début de l'exploration en 2014<sup>44</sup>.

De même, les populations vivant à proximité des usines de phosphate du Groupe Chimique Tunisien à Gabès, en Tunisie, souffrent de maladies chroniques, d'intoxications et d'asphyxie. Les communautés agricoles et les pêcheries locales affirment que les rejets de l'usine ont détruit leurs ressources halieutiques et empoisonné leurs terres. Les communautés ont créé une organisation, Stop Pollution, et en 2025, elles ont organisé une grève générale pour exiger la fermeture des usines. Pour l'instant, le gouvernement refuse d'agir<sup>45</sup>.

## Coûts élevés, bénéfices limités

Les dommages causés par les engrais s'étendent bien au-delà de leurs sites de

production. Les engrais chimiques sont l'un des principaux facteurs contribuant au changement climatique : ils sont responsables de plus d'émissions mondiales de gaz à effet de serre que le transport aérien<sup>46</sup>. Les engrais azotés représentent la majeure partie de cette pollution, en particulier ceux qui sont produits à l'aide de charbon. Au moins deux des nouvelles usines d'urée en construction en Afrique – en Tanzanie et en Zambie – fonctionnent au charbon.

Les engrais chimiques sont également à l'origine d'une crise environnementale dans les lacs et les océans du monde entier. La majeure partie de l'azote et du phosphore utilisés pour cultiver les plantes s'infiltrer dans les lacs et autres masses d'eau, provoquant la prolifération d'algues et la formation de zones mortes dans les océans, où la vie marine ne peut survivre. Si l'Afrique est largement épargnée par ce problème en raison de sa faible utilisation d'engrais, toute intensification entraînera des problèmes liés au ruissellement<sup>47</sup>.

Davantage d'engrais chimiques signifie aussi davantage de pesticides chimiques. Lorsque les engrais sont appliqués en grande quantité, les plantes deviennent vulnérables aux ravageurs et aux maladies. Ainsi, la consommation élevée d'engrais chimiques va de pair avec une utilisation importante de pesticides (voir graphique 2). Ces pesticides peuvent avoir de graves conséquences sur la santé des exploitant·es et des personnes employées dans l'agriculture, en particulier les femmes<sup>48</sup>.

Les engrais peuvent aussi dégrader la fertilité des sols au fil du temps, obligeant les exploitations à utiliser de plus en plus d'intrants chimiques pour maintenir leur productivité<sup>49</sup>. « Dans certaines régions, comme les hauts plateaux du sud de la Tanzanie, où l'utilisation d'engrais chimiques a commencé il y a des années, la fertilité des sols a été épuisée et, par conséquent, les exploitations doivent recourir à de fortes doses d'engrais chimiques pour continuer à produire », explique Pius, de MVIWATA<sup>50</sup>. Cela a des effets en cascade. Elle et ses collègues ont mené des enquêtes dans les zones fortement ciblées par les programmes de promotion des engrais. « Les résultats étaient consternants. Nous avons constaté que les agriculteurs et agricultrices

qui utilisaient les engrais conformément aux recommandations étaient majoritairement ceux et celles qui se couchaient le ventre vide, faute de moyens pour se procurer une alimentation locale équilibrée. »

Même l'AGRA, financée par la Fondation Gates, a été contrainte de reconnaître que les systèmes de subventions et les programmes de promotion des engrais qu'elle soutenait n'avaient pas permis de lutter contre la faim. Dans les 13 pays ciblés pour encourager l'utilisation d'engrais par les petites exploitations, la faim a globalement augmenté de 30 % entre 2006, année de lancement de l'AGRA, et 2020<sup>51</sup>.

Les engrais ne sont pas une solution miracle pour la sécurité alimentaire, contrairement à ce que prétendent les fabricants. Dans de nombreux pays africains, les engrais sont utilisés pour des cultures qui contribuent peu, voire pas du tout, à la sécurité alimentaire. En Côte d'Ivoire, 60 % des engrais servent à la culture du coton et du cacao. Au Burkina Faso, la moitié est destinée au coton (ce chiffre atteignait le niveau choquant de 92 % au début des années 2000)<sup>52</sup>. Environ 13 % des engrais chimiques utilisés au Kenya servent à la culture du thé destiné à l'exportation, alors que le thé ne couvre que 3 % des terres arables du pays<sup>53</sup>. La canne à sucre est un autre grand consommateur d'engrais dans la région<sup>54</sup>.

Même dans les régions où des engrais chimiques sont utilisés pour produire des denrées alimentaires de base, les pays peuvent rester dépendants des importations alimentaires. 20 % de la consommation nationale d'engrais de l'Égypte concerne le blé. Pourtant, le pays importe encore la moitié de ses besoins annuels en blé<sup>55</sup>.

Si la production alimentaire est accrue grâce à des engrais importés fabriqués à partir de combustibles fossiles, peut-on vraiment parler de « sécurité alimentaire » ? La flambée actuelle des prix des carburants montre clairement que l'Afrique doit trouver une alternative pour parvenir à la souveraineté alimentaire.

## Changer de cap

Le monde entre actuellement dans une nouvelle crise, avec des prix alimentaires qui devraient augmenter considérablement en raison de la guerre menée par les États-Unis et



Bosco et Veronica Kimani dans leur ferme écologique (Kenya). Source : Greenpeace

Israël contre l'Iran. Les pays africains dépendants des importations alimentaires seront une fois encore durement touchés et, une fois de plus, les gouvernements, les bailleurs et les entreprises proposeront des engrais comme solution. Cette stratégie a été appliquée après la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, et elle a lamentablement échoué. Il est temps de changer de direction.

Au fil des générations, les communautés agricoles africaines ont développé des systèmes agricoles et alimentaires hautement productifs qui ne nécessitent pas d'engrais chimiques. Ces systèmes reposent sur les connaissances paysannes, la diversité des cultures et l'utilisation de semences et de races traditionnelles adaptées aux conditions locales. De nombreuses initiatives prospèrent à travers le continent pour renforcer et étendre ces alternatives.

« En tant que femme africaine cultivant dans la région aride de Baringo, je pratique

l'agriculture biologique car la santé des sols et les économies d'eau sont une question de survie », explique Veronica Kibor, agricultrice kenyane membre du Seed Savers Network. « Je n'utilise pas d'engrais chimiques, car, à la longue, ils augmentent les coûts et appauvrissent le sol. Grâce au compostage, au fumier animal et au paillis, je peux améliorer naturellement la fertilité des sols, renforcer leur résilience à la sécheresse et protéger la sécurité alimentaire de ma famille. L'agriculture durable autonomise les agricultrices et préserve l'avenir de nos terres et de nos communautés<sup>56</sup>. »

Le Forum des petits agriculteurs et agricultrices d'Afrique orientale et australe (ESAFF), qui regroupe 5,5 millions de personnes dans 16 pays, travaille également avec ses membres pour développer et promouvoir l'agriculture écologique et les systèmes semenciers gérés par les communautés agricoles. « Je n'ai jamais utilisé de pesticides car

je dispose de beaucoup de fumier animal et de déchets ménagers. L'autre solution consiste à utiliser des engrais et des herbicides naturels. Ces produits sont accessibles car nous utilisons des ingrédients naturels et les produisons nous-mêmes », explique Christine Nabwami, agricultrice du district de Mityana, en Ouganda, et membre de l'ESAFF.

En Afrique de l'Ouest, des organisations paysannes comme Béo-nèere au Burkina Faso et la Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire au Mali, qui représente 10 000 agricultrices, développent des pratiques agroécologiques qui permettent de contourner efficacement les engrais chimiques<sup>57</sup>. Il en va de même pour Nous sommes la solution, un mouvement qui représente 500 organisations de femmes rurales et 175 000 membres au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, au Mali et au Sénégal<sup>58</sup>.

En Afrique du Nord, le Réseau tunisien pour la transition agroécologique est un exemple d'action collective menée par des agriculteurs et agricultrices, en collaboration avec d'autres acteurs, visant à développer des systèmes alimentaires sans engrais<sup>59</sup>. L'Association tunisienne de permaculture, l'un de ses membres, a créé le label « Nourriture citoyenne » pour les produits cultivés sans intrants chimiques, comme les engrais, et satisfaisant également à de nombreux autres critères positifs<sup>60</sup>.

Ces initiatives montrent la voie, mais elles ont besoin d'un soutien politique, social et économique bien plus important. Comme le dit Pius, « il est impératif de nous orienter vers des pratiques qui garantissent la souveraineté de nos nations, ainsi que la liberté et les droits des personnes qui produisent et qui consomment. La plupart des engrais chimiques, outre le fait qu'ils ne sont pas durables, ne sont même pas produits dans nos pays<sup>61</sup>. »

Face à la crise climatique, il est d'autant plus urgent de changer de cap et de sortir du cercle vicieux des engrais chimiques pour se tourner vers l'agroécologie. Les climatologues appellent aujourd'hui à une réduction mondiale de 42 % de l'utilisation d'engrais d'ici 2050, simplement pour maintenir la planète habitable<sup>62</sup>. Ce sera difficile dans les endroits où les systèmes agroalimentaires industriels sont dominants. Avec un soutien adéquat, les communautés agricoles africaines pourront peut-être montrer au reste du monde comment sortir du piège des engrais. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions. Le changement climatique rend la production alimentaire plus difficile partout, et particulièrement en Afrique. Il incombe donc à tous de construire des systèmes alimentaires plus durables, sans dépendance aux engrais chimiques et sans les coûts exorbitants du contrôle exercé par les grandes entreprises.

## Les liens croissants entre l'Afrique et les engrais des pays du Golfe

La guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran a mis en lumière la dépendance de certains pays africains aux importations d'engrais en provenance des pays du Golfe. Le Soudan importe plus de la moitié de ses engrais des pays du Golfe, la Tanzanie 31 %, la Somalie 30 %, le Kenya 26 % et le Mozambique 22 %<sup>63</sup>. La société saoudienne Ma'aden est désormais l'un des principaux fournisseurs d'engrais phosphatés en Afrique, représentant 40 % des importations de la Zambie et du Zimbabwe en 2023<sup>64</sup>. Même les pays africains qui produisent leurs propres engrais, comme le Maroc et l'Égypte, dépendent des pays du Golfe pour des matières premières telles que le soufre, l'ammoniac et le gaz<sup>65</sup>.

L'Iran est également un fournisseur clé. En 2023, les entreprises iraniennes Pardis Petrochemical Company et Shiraz Petrochemical Company représentaient 14 % des importations africaines d'engrais azotés. L'Afrique du Sud absorbait un tiers de ces importations, suivie du Mozambique (24 %) et du Nigéria (17 %)<sup>66</sup>.

Les liens avec les pays du Golfe vont bien au-delà des échanges commerciaux. Ces dernières années, des entreprises émiraties et saoudiennes ont accru leurs investissements dans la production d'engrais en Afrique. En Égypte, les fonds souverains d'Arabie saoudite et d'Abu Dhabi ont acquis conjointement plus de 40 % de deux des plus grands producteurs d'engrais azotés du pays, Abu Qir Fertilisers et Misr Fertilizers Production Company. Cela leur donne un accès privilégié à d'autres marchés africains via la Zone de libre-échange continentale africaine<sup>67</sup>. Le groupe émirati Sharkia détient également Futurefert, l'une des plus grandes usines d'engrais d'Égypte<sup>68</sup>.

Parmi les autres acteurs du Golfe investissant dans la région figurent Fertiglobe (Émirats arabes unis) et SABIC (Arabie saoudite). Le premier possède des installations en Égypte, en Algérie et en Afrique du Sud, et affirme être le plus grand producteur d'azote de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord<sup>69</sup>. SABIC ne communique pas son chiffre d'affaires en Afrique, mais contrôle 49 % d'ETC Holdings, une filiale du groupe Export Trading Group basé à Maurice, qui est un important négociant d'engrais dans plusieurs pays africains<sup>70</sup>.

## Tableau: Principaux producteurs d'engrais en Afrique

### Engrais azotés

Part des engrais azotés dans la consommation totale d'engrais en Afrique : 61 %

Consommation en 2023 : 5 millions de tonnes

Entreprise	Pays	Importance des ventes dans la région	Commentaires
Yara	Norvège	En 2023, l'entreprise a vendu plus d'un million de tonnes d'engrais azotés aux pays africains, soit l'équivalent de 22 % de la consommation de la région. Sa part de marché varie d'un pays à l'autre. Selon certaines estimations, elle contrôle 40 % des importations kényanes d'engrais et 35 % des importations rwandaises.	Yara possède des filiales en Égypte, au Ghana, au Kenya, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie, ainsi que des terminaux d'importation à Dar Es Salaam, Durban et Mombasa. En 2015, elle a racheté Greenbelt, l'un des principaux distributeurs d'engrais en Zambie, au Malawi et au Mozambique, qui possède trois usines de mélange et des entrepôts.
Omnia	Afrique du Sud	L'entreprise a déclaré un chiffre d'affaires de 594 millions de dollars dans la région en 2024.	Ses principaux marchés se situent en Afrique australe, notamment au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe.
Abu Qir Fertilisers	Égypte	Le plus grand producteur d'engrais azotés d'Égypte. L'entreprise a déclaré un chiffre d'affaires de 455 millions de dollars en 2024/2025, dont 70 % proviennent des exportations.	Détenu à 21,5 % par le fonds souverain d'Abu Dhabi (ADQ) et à 20 % par la Saudi Egyptian Investment Company (SEIC) d'Arabie saoudite.
Misr Fertilizers Production Company (MOPCO)	Égypte	En 2024, MOPCO a enregistré un chiffre d'affaires de 386 millions de dollars, en hausse de 230 % par rapport à 2023. 75 % de ses ventes proviennent des exportations vers 16 pays.	ADQ et SEIC détiennent respectivement une participation de 20 et 24 % dans la société. MOPCO possède la plus grande usine d'azote du pays et prévoit de construire une usine d'ammoniac vert à Damiette pour produire 150 000 tonnes d'ammoniac vert d'ici 2027.
Fertiglobe	ÉAU	En 2024, les ventes en Afrique se sont élevées à 295 millions de dollars.	Fertiglobe est une coentreprise entre la société néerlandaise d'engrais OCI et la société émiratie ADNOC Fertilisers (qui détient 86 %). Elle possède des installations en Égypte, en Algérie et en Afrique du Sud.

Entreprise	Pays	Importance des ventes dans la région	Commentaires
SABIC	Arabie saoudite	La production d'engrais azotés et phosphatés représente une part modeste mais importante de son activité, avec un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars en 2024. L'entreprise a produit 8,4 millions de tonnes d'engrais en 2024, mais son chiffre d'affaires en Afrique n'est pas communiqué.	SABIC contrôle 49 % d'ETC Holdings (EIHL), une filiale du groupe Export Trading Group (ETG), basé à Maurice.
Dangote	Nigéria	Les ventes régionales de son usine d'engrais azotés au Nigéria ne sont pas divulguées, mais 77 % de la production est exportée hors du Nigéria, dont 37 % vers les États-Unis.	Détenue par l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote, elle est le premier producteur d'engrais azotés du pays. Elle exploite la plus grande usine d'engrais granulés à base d'urée en Afrique. Située dans la zone franche de Lekki, elle a une capacité de production de 3 millions de tonnes. Dangote poursuit une expansion majeure au Nigéria ainsi qu'un projet de construction d'une usine d'urée de 2,5 milliards de dollars en Éthiopie.
Indorama Eleme Fertilizer & Chemicals Limited	Nigéria	L'entreprise dispose actuellement d'une capacité de production de 2,8 millions de tonnes d'engrais azotés. Elle dessert principalement le marché intérieur nigérian, mais prévoit d'exporter.	L'entreprise est majoritairement détenue par le groupe Indorama, basé à Singapour, avec des participations minoritaires des gouvernements du Nigéria et de l'État de Rivers. Son usine de l'État de Rivers produit 1,4 million de tonnes d'urée par an. L'entreprise a reçu en 2024 un financement de 1,2 milliard de dollars de la SFI de la Banque mondiale, de la BAD, des banques de développement néerlandaises et britanniques et d'autres organismes afin d'accroître sa production et ses exportations.
Eurochem	Suisse	Eurochem est l'un des plus grands exportateurs russes d'engrais azotés. L'entreprise ne divulgue pas le montant de ses ventes à l'Afrique, mais la Russie représentait 9 % du total des importations africaines en 2023, avec comme principales destinations l'Afrique du Sud et le Maroc.	Eurochem est basé en Suisse et fonctionne selon une structure fiduciaire complexe, conçue pour protéger l'entreprise des sanctions. Toutefois, il est entendu que le bénéficiaire final reste le milliardaire russe Andreï Melnichenko et sa famille.

## Engrais phosphatés

Part des engrais phosphatés dans la consommation totale d'engrais en Afrique : 27 %

Consommation en 2023 : 2,2 millions de tonnes

Entreprise	Pays	Importance des ventes dans la région	Commentaires
OCP	Maroc	En 2024, les ventes d'OCP en Afrique se sont élevées à 1 milliard de dollars (environ 10 % du marché africain des engrais et 16 % du chiffre d'affaires total de l'entreprise). En 2023, 45 % du total des engrais phosphatés importés par les pays africains (en tonnes) provenaient du Maroc. Mais cette part atteignait 70 % dans le cas du Nigéria, très probablement fournie par OCP, principal producteur et exportateur. Selon certaines estimations, OCP représentait 20 % des importations d'engrais du Kenya et 15 % de celles du Rwanda en 2023.	OCP Africa, lancé en 2016, possède des filiales au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Nigéria, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie, en Zambie, ainsi que des usines au Maroc, au Nigéria et au Ghana. En 2021, OCP et le gouvernement éthiopien ont signé un accord pour établir une grande usine d'engrais à Dire Dawa, mais celle-ci n'est pas encore opérationnelle. Une partie des phosphates d'OCP est expédiée depuis le Sahara occidental, un territoire annexé illégalement par le Maroc.
Ma'aden	Arabie saoudite	En 2024, les ventes de Ma'aden en Afrique se sont élevées à 694 millions de dollars (~7 % du marché africain des engrais et 15 % du chiffre d'affaires total de l'entreprise).	Ma'aden opère principalement en Afrique orientale et australe, via des bureaux régionaux et des partenariats commerciaux. Ses filiales sont situées en Afrique du Sud, au Malawi, au Mozambique, aux Seychelles, en Zambie et au Zimbabwe. La distribution des engrais est assurée par sa filiale basée à Maurice, Meridian Consolidated Investments (MCIL), qui possède des usines de granulation et de mélange d'engrais, des entrepôts et des installations portuaires au Malawi, au Zimbabwe, en Zambie et au Mozambique.
PhosAgro	Russie	Les ventes de PhosAgro en Afrique ont atteint 548 000 tonnes en 2024. Elles représentent un tiers des exportations russes vers cette région du monde. Le pays fournit 10 % des engrais phosphatés importés en Afrique.	Les principales destinations des ventes de l'entreprise sont l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Cameroun et l'Éthiopie.

## Engrais potassiques

Part des engrais potassiques dans la consommation totale d'engrais en Afrique : 12 %

Consommation en 2023 : 1 million de tonnes

Entreprise	Pays	Importance des ventes dans la région	Commentaires
Nutrien	Canada	En 2023, le Canada a fourni 11 % du total des importations africaines d'engrais potassiques. Son principal marché, qui représente un tiers de toutes les exportations vers la région, est le Maroc, suivi de la Côte d'Ivoire (23 %), du Cameroun (14 %) et du Bénin (12 %).	Le principal producteur canadien est Nutrien, mais Mosaic (États-Unis) et K+S produisent également au Canada. Ces entreprises ne divulguent pas de données sur leurs ventes en Afrique. Nutrien et Mosaic exportent par l'intermédiaire de Canpotex, une société de commercialisation offshore canadienne détenue par les deux entreprises.
Arab Potash Company (APC)	Jordanie	L'Afrique ne représente que 2 % des ventes de l'entreprise. Mais en 2023, 72 % des importations égyptiennes d'engrais potassiques provenaient de Jordanie, probablement fournies par APC.	L'entreprise est détenue majoritairement par le gouvernement jordanien, avec des participations du Koweït et de la Chine.
Belaruskali	Bélarus	En 2023, le Bélarus était le premier pays d'origine des importations africaines d'engrais potassiques et représentait 17 % du total. Les principales destinations africaines sont le Maroc (66 %), le Mali (12 %) et le Cameroun (8 %).	Les exportations biélorusses proviennent principalement de Belaruskali, principal producteur et exportateur du pays, mais l'entreprise ne divulgue pas de données sur ses ventes vers l'Afrique. Par ailleurs, les ventes d'engrais biélorusses transitent par des pays tiers pour contourner les sanctions.
K+S	Allemagne	L'Allemagne est le deuxième fournisseur d'engrais potassiques à l'Afrique et représentait 13 % du total des importations en 2023. L'Afrique du Sud, premier consommateur d'engrais potassiques de la région, absorbe 44 % des exportations allemandes vers l'Afrique.	K+S est le premier producteur d'engrais potassiques en Allemagne. L'entreprise ne divulgue pas de données sur ses ventes en Afrique, mais en Afrique du Sud, au Kenya et en Ouganda, où sont implantées ses filiales, les engrais allemands représentent plus de 30 % des importations.

## Tous nutriments

Company	Country	Significance of sales in the region	Notes
Export Trading Group (ETG)	Maurice	Selon certaines estimations, la part de marché de l'entreprise dans les importations d'engrais en Afrique orientale est d'environ 35 à 40 %, et de 30 à 40 % en Afrique australe.	ETG est un important négociant de matières premières agricoles (pesticides, semences, engrais), détenu à 31 % par la société japonaise Mitsui. Il importe et distribue des engrais en Afrique, avec 16 usines de mélange. L'entreprise est particulièrement active en Afrique orientale et australe et possède des infrastructures dédiées au traitement, au stockage et à la logistique. Les principales filiales d'ETG opérant dans le secteur des engrais sont situées en Tanzanie, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Zambie. La société a également récemment acquis Yara Côte d'Ivoire.

Données compilées par GRAIN à partir de différents rapports de recherche, de médias et de sources de l'industrie.

### Notes

1. Raj Patel, « Op-ed: The Persian Gulf oil crisis is a food crisis », 17 mars 2026, Civil Eats, <https://civileats.com/2026/03/17/op-ed-the-persian-gulf-oil-crisis-is-a-food-crisis/> ; Susannah Savage, Jana Tauschinski et. al. « The global food crisis unleashed by the war », 27 mars 2026, <https://www.ft.com/content/27e07c19-723a-4fce-adab-82538c350e74?syn-25a6b1a6=1>
2. Kibrom A. Abay, Jordan Chamberlin et. al., « Fertilizer, soil health, and economic shocks: A synthesis of recent evidence », Food Policy, Volume 133, 2025, <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2025.102892>
3. Simon Roberts, Ntombifuthi Tshabalala, « Food crisis in Africa: the high cost of imported fertilisers is adding to the problem », 25 juillet 2023, <https://theconversation.com/food-crisis-in-africa-the-high-cost-of-imported-fertilisers-is-adding-to-the-problem-209664>
4. International Fertilizer Association – Base de données IFA, <https://www.ifas-tat.org/databases> [Dernière consultation : 25 mars 2026]. Les données de la FAO, basées sur les informations fournies par les pays, diffèrent de celles de l'IFA. Voir : <https://www.fao.org/faostat/> ; et FAO, « Inorganic fertilizers 2002 – 2023 », FAOSTAT analytical brief, 108, 2025, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/4f765978-1bf2-4d48-9e5c-418411701293/content>
5. FAO, « Inorganic fertilizers 2002 – 2023 », FAOSTAT analytical brief, 108, 2025, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/4f765978-1bf2-4d48-9e5c-418411701293/content>
6. INKOTA, « Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent », août 2022, [https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota\\_brochure\\_fertiliser2022\\_web.pdf](https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota_brochure_fertiliser2022_web.pdf)

7. INKOTA, « Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent », août 2022, [https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota\\_brochure\\_fertiliser2022\\_web.pdf](https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota_brochure_fertiliser2022_web.pdf)
8. Entretien avec GRAIN en février 2026.
9. Entretien avec GRAIN en janvier et février 2026.
10. INKOTA, « Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent », août 2022, [https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota\\_brochure\\_fertiliser2022\\_web.pdf](https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota_brochure_fertiliser2022_web.pdf)
11. Tarek Mohamed Abo-mosa, Nivine Todary Guirguis Bebawy et Emad Hassanien Ahmed Aly, « Economic Study of Cotton Production and Marketing in Egypt (Case study: Dakahlia Governorate) », Journal of Xi'an Shiyu University, Natural Science Edition, mars 2025, <https://www.xisdjxsu.asia/V21103-16.pdf> ; Fana Sylla, « Cotton and Products Annual », USDA, mars 2024 : [https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Cotton+and+Products+Annual\\_Dakar\\_Senegal\\_SG2024-0002.pdf](https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Cotton+and+Products+Annual_Dakar_Senegal_SG2024-0002.pdf)
12. Allan Kimitei, « Brewing Trends - Analysis of Kenya's Tea Industry » USDA, août 2025, <https://apps.fas.usda.gov/>
13. Azusa Harashima, « The Impact of Tobacco Production Liberalization on Smallholders in Malawi », IDE Discussion Papers, octobre 2008, <http://www.ide.go.jp/English/Publish/Download/Dp/170.html>
14. Voir : Kibrom A. Abay, Jordan Chamberlin et. al., « Fertilizer, soil health, and economic shocks: A synthesis of recent evidence », Food Policy, Volume 133, 2025, <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2025.102892> ; et Simon Roberts, Ntombifuthi Tshabalala, « Food crisis in Africa: the high cost of imported fertilisers is adding to the problem », 25 juillet 2023, <https://theconversation.com/food-crisis-in-africa-the-high-cost-of-imported-fertilisers-is-adding-to-the-problem-209664> ; Manuel Hernandez et Maximo Torero, « Promoting competition in the fertilizer industry in Africa: A global and local approach », 2018, <https://hdl.handle.net/10568/145619> ; African Market Observatory (AMO) Price Tracker, <https://sway.cloud.microsoft/xKgR1JoCQRVLVSiJ?ref=Link> [Dernière consultation : 25 mars 2026].
15. Les programmes de subventions pour les engrais ont été marqués par de nombreuses affaires de corruption. Au Malawi, des milliers de fonctionnaires se sont inscrits frauduleusement sur des listes ou ont utilisé l'identité d'autres personnes pour bénéficier des subventions. Certains fonctionnaires et commerçants profitaient de ces programmes pour exiger des faveurs sexuelles de la part de femmes en échange d'engrais subventionnés. Au Kenya, dans le cadre du programme de subventions, de hauts responsables gouvernementaux ont été impliqués dans la distribution de faux engrais à des agriculteurs et agricultrices qui ne se doutaient de rien. En Éthiopie, 11 hauts fonctionnaires ont été inculpés pour corruption dans le cadre d'un marché public portant sur l'achat d'engrais, qui a coûté 40 millions de dollars au pays. Voir : ACBIO, « Farm input subsidy programmes (FISPs): a benefit for, or the betrayal of, SADCs small-scale farmers? », juillet 2016, <https://acbio.org.za/wp-content/uploads/2022/04/Input-Subsidies-Report-ACBio.pdf> ; Fazilla Tembo, « Malawi: 3800 civil servants under probe in explosive FISP corruption scandal », 4 décembre 2025, <https://allafrica.com/stories/202512040376.html> ; Polygraph, « Kenyan first lady tries hushing fake fertilizer scandal by claiming prayers are best fertilizers », 26 avril 2024, <https://www.voanews.com/a/fact-check-kenyan-first-lady-tries-hushing-fake-fertilizer-scandal-by-claiming-prayers-are-best-fertilizers-/7586603.html> ; Moyale News, « Breaking: 11 officials charged in major fertilizer corruption case », 27 novembre 2025, <https://www.facebook.com/darweshma/posts/breaking-11-officials-charged-in-major-fertilizer-corruption-case-the-ethiopian-/1322543026554327/>

16. Jacob Ricker-Gilbert, Mindy Mallory et. al., « Causes and consequences of the 2021/22 Fertilizer Price Spike on sub-Saharan Africa. Lessons learned and implications for future actions », AGRA, Sustain Africa, UK Aid, USAID, 4 septembre 2024, <https://sustainafrica-initiative.org/wp-content/uploads/2024/09/Causes-and-consequences-of-the-fertilizer-price-spike-in-SSA.pdf>
17. Simon Roberts et. al., « Concentration, competition and market outcomes in fertiliser markets in East and Southern Africa », 2024, [https://www.researchgate.net/publication/378477043\\_Concentration\\_competition\\_and\\_market\\_outcomes\\_in\\_fertiliser\\_markets\\_in\\_East\\_and\\_Southern\\_Africa](https://www.researchgate.net/publication/378477043_Concentration_competition_and_market_outcomes_in_fertiliser_markets_in_East_and_Southern_Africa)
18. Jacob Ricker-Gilbert, Mindy Mallory et. al., « Causes and consequences of the 2021/22 Fertilizer Price Spike on sub-Saharan Africa. Lessons learned and implications for future actions », AGRA, Sustain Africa, UK Aid, USAID, 4 septembre 2024, <https://sustainafrica-initiative.org/wp-content/uploads/2024/09/Causes-and-consequences-of-the-fertilizer-price-spike-in-SSA.pdf>
19. Simon Roberts et. al., « Concentration, competition and market outcomes in fertiliser markets in East and Southern Africa », 2024, [https://www.researchgate.net/publication/378477043\\_Concentration\\_competition\\_and\\_market\\_outcomes\\_in\\_fertiliser\\_markets\\_in\\_East\\_and\\_Southern\\_Africa](https://www.researchgate.net/publication/378477043_Concentration_competition_and_market_outcomes_in_fertiliser_markets_in_East_and_Southern_Africa)
20. Voir : BAD, « Rapport annuel 2024 - Mécanisme africain du financement du développement des engrais », 2025, <https://www.afdb.org/fr/documents/rapport-annuel-2024-mecanisme-africain-du-financement-du-developpement-des-engrais> ; et <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/africa-fertilizers-market>
21. INKOTA, « Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent », août 2022, [https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota\\_brochure\\_fertiliser2022\\_web.pdf](https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota_brochure_fertiliser2022_web.pdf)
22. Gideon Tups, « Economic Geographies of Future-Making along a Development Corridor: Effects of the Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT) on agro-industrial Global Value Chains », Université de Cologne, 2023 : [https://kups.ub.uni-koeln.de/64720/1/Dissertation\\_publish-Gideon\\_Tups.pdf](https://kups.ub.uni-koeln.de/64720/1/Dissertation_publish-Gideon_Tups.pdf) ; GRAIN et La Via Campesina en Afrique orientale et australe, « Une nouvelle vague d'accaparement des terres frappe la Tanzanie », février 2024, <https://grain.org/e/7103> ; et INKOTA, « Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent », août 2022, [https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota\\_brochure\\_fertiliser2022\\_web.pdf](https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota_brochure_fertiliser2022_web.pdf)
23. Rapport annuel 2023 de Yara, <https://www.yara.com/siteassets/investors/057-reports-and-presentations/annual-reports/2023/yara-integrated-report-2023.pdf>
24. Voir : Oxford Business Group, « Agriculture in Africa 2023 », décembre 2023, <https://allafrica.com/download/resource/main/main/idatcs/00131336:2c06dafd114b35d34f-b7825a1d2f2c6f.pdf> ; et Jasper Hamann, « OCP Africa's Udongo platform spurs digital revolution in agriculture », 15 mars 2024, <https://www.morocoworldnews.com/2024/03/22042/ocp-africas-udongo-platform-spurs-digital-revolution-in-agriculture/>
25. Banque mondiale, « Le groupe OCP et la Banque mondiale unissent leurs forces au service de la sécurité alimentaire et du développement agricole en Afrique de l'Ouest », 11 octobre 2023, <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2023/10/11/ocp-group-and-world-bank-join-forces-to-boost-food-security-and-agricultural-development-in-west-africa>
26. BAD, « Africa fertilizer financing mechanism. Annual report for 2020 », avril 2021. [https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/africa\\_fertilizer\\_financing\\_mechanism\\_affm\\_annual\\_report\\_for\\_2020.pdf](https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/africa_fertilizer_financing_mechanism_affm_annual_report_for_2020.pdf)

27. Voir : BAD, « Africa fertilizer financing mechanism. Annual report for 2020 », avril 2021, <https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations> ; BAD, « The Africa Fertilizer Financing Mechanism governing council calls for more private sector financing in the fertilizer sector », 30 mars 2022, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/africa-fertilizer-financing-mechanism-governing-council-calls-more-private-sector-financing-fertilizer-sector-50695> ; <https://web.archive.org/web/20240720193830/https://afap-partnership.org/about-us/partners/> ; <https://web.archive.org/web/20251009140803/https://afap-partnership.org/news/afap-uganda-strengthens-fertilizer-financing-and-demand-creation-efforts/> ; et <https://web.archive.org/web/20250207044336/https://afap-partnership.org/news/transforming-agricultural-productivity-the-afap-inputs-supply-model-in-mozambique/>
28. Voir : [https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/africa\\_fertilizer\\_financing\\_mechanism\\_affm\\_-\\_annual\\_report\\_for\\_2020.pdf](https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/africa_fertilizer_financing_mechanism_affm_-_annual_report_for_2020.pdf) ; et BAD, « Rapport annuel 2024 - Mécanisme Africain du Financement du Développement des engrais », 2025, <https://www.afdb.org/fr/documents/rapport-annuel-2024-mecanisme-africain-du-financement-du-developpement-des-engrais>
29. Voir : <https://www.afdb.org/en/initiatives-partnerships/africa-fertilizer-financing-mechanism/our-projects/african-emergency-food-production-facility-project-zimbabwe>
30. Voir : BAD, « Rapport annuel 2024 - Mécanisme africain du financement du développement des engrais », 2025, <https://www.afdb.org/fr/documents/rapport-annuel-2024-mecanisme-africain-du-financement-du-developpement-des-engrais> ; et [https://youtu.be/KRVJdXBM\\_c0?si=7IEULzL87ki2xEF1](https://youtu.be/KRVJdXBM_c0?si=7IEULzL87ki2xEF1)
31. Voir : Charlotte Hebebrand et Joseph Glauber, « The Russia-Ukraine war after a year: Impacts on fertilizer production, prices, and trade flows », 9 mars 2023, <https://www.ifpri.org/blog/russia-ukraine-war-after-year-impacts-fertilizer-production-prices-and-trade-flows/> ; et Heinrich-Böll-Stiftung et TMG – Think Tank for Sustainability, « Soil Atlas 2024. Facts and figures about a vital resource », novembre 2024, <https://eu.boell.org/en/SoilAtlas-PDF>
32. Voir : ACBIO, « The political economy of Africa's burgeoning chemical fertiliser rush », 2014, <https://acbio.org.za/wp-content/uploads/2022/04/Fertilizer-report-20140915.pdf>
33. Voir : « FOMI au cœur de l'alerte : le ministre des finances Dr Alain Ndikumana pourrait-il être assassiné comme le Ministre Emmanuel Niyonkuru ? », Focode Magazine, décembre 2025, <https://focode.org/focodemag/focodemag291225> ; et INFO SOS Médias Burundi, « Bururi : des agriculteurs en détresse face à une pénurie d'engrais en pleine saison culturale B », 7 mars 2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/06/bururi-les-agriculteurs-en-detresse-face-a-une-penurie-dengrais-en-pleine-saison-culturelle-b/>
34. « Burundi Finance Minister Alleges FOMI Breached Contract, Reports Receiving Threats », Breaking Burundi, décembre 2025, <https://breakingburundi.com/burundi-finance-minister-alleges-fomi-breached-contract-reports-receiving-threats/>
35. « Un entrepreneur au cœur de la diplomatie économique », Burundi Forum, novembre 2025, <https://burundi-forum.org/110057/un-entrepreneur-au-coeur-de-la-diplomatie-economique/>
36. IFA, « From importer to fertilizer powerhouse: Ethiopia's \$2.5 billion Dangote gamble », 31 août 2025, <https://www.ifa.gov.et/2025/08/31/from-importer-to-fertilizer-powerhouse-ethiopia-2-5-billion-dangote-gamble/>
37. IFC, « IFC and Partners Back Indorama in Nigeria with \$1.25 Billion for Fertilizer Production, Food Sector », mars 2024, <https://www.ifc.org/en/pressroom/2024/ifc-and-partners-back-in-doroma-in-nigeria-with-125-billion-for-fertilizer-production-food-sector>
38. Visionner les interviews des villageois·es réalisées par Cg Online TV, janvier 2026 : <https://www.youtube.com/watch?v=nOvi2LS98ws> et [https://www.youtube.com/watch?v=Xh\\_OnbbyjCs](https://www.youtube.com/watch?v=Xh_OnbbyjCs)

39. United Capital Fertilizer, « New \$300m fertilizer plant to cut prices by 40% », <https://unit-edcapitalfertilizer.com/new-300m-fertilizer-plant-to-cut-prices-by-40/> ; Xinhua, « Zambia commissions China-built fertilizer plant », November 2025, <https://english.news.cn/20251017/d856e6c873c042429e7b3ce6544472cd/c.html>
40. Isaac Anyaogu, « Nigeria's Dangote aims to end Africa's fertilizer imports », Reuters, juin 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/nigerias-dangote-aims-end-africas-fertiliser-imports-2025-06-27/>
41. Jacob Ricker-Gilbert, Mindy Mallory et. al., « Causes and consequences of the 2021/22 Fertilizer Price Spike on sub-Saharan Africa. Lessons learned and implications for future actions », AGRA, Sustain Africa, UK Aid, USAID, 4 septembre 2024, <https://sustainafrica-initiative.org/wp-content/uploads/2024/09/Causes-and-consequences-of-the-fertilizer-price-spike-in-SSA.pdf>
42. « Urea Prices Surge 40%, Nigeria Concludes at \$655/t FOB, Price Trend and Analysis », Afriqom, 6 mars 2026, <https://www.afriqom.com/insights/nigeria-urea-prices-jump-40%25-amid-iran-conflict%2C-global-fertiliser-markets-react>
43. Manon Stravens, « Pollution, poverty, protests: On the toxic trail of Morocco's phosphate giant », Follow the Money, juillet 2025, <https://www.ftm.eu/articles/following-toxic-trail-morocco-phosphate-giant>
44. Juweria Ali et Tom Gardner, « The mystery sickness bringing death and dismay to eastern Ethiopia », Guardian, février 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/feb/20/the-mystery-sickness-bringing-death-and-dismay-to-eastern-ethiopia>
45. Le gouvernement tunisien prévoit également de construire dans la région une usine d'ammoniac vert destinée à l'exportation vers l'Europe. La population de Gabès s'y oppose en raison des importantes quantités d'eau et d'énergie nécessaires. Voir : Nadia Addezio, « Gabès is suffocating: breathing under phosphate, protest, and green colonialism », 4 février 2026, <https://untoldmag.org/gabes-tunisia-polution-protest/> ; <https://www.facebook.com/StopPollution2> ; Voir également : <https://youtu.be/xUzxKCBOyNU?si=bmBXa07L3skT4Zh4>
46. GRAIN, « Une nouvelle étude montre que pour répondre à la crise climatique, il faut mettre fin à 50 ans de surconsommation d'engrais chimiques », 1er novembre 2021, <https://grain.org/e/6762>
47. Tully, K. L., Hickman, J. E., Russo, T. A., Neill, C., Matata, P., Nyadzi, G. et. al., « The fate of nitrogen during agricultural intensification in East Africa: Nitrogen budgets in contrasting agroecosystems », Journal of Geophysical Research : Biogeosciences, 128, 2023 : <https://doi.org/10.1029/2022JG007128>
48. Voir, par exemple : Suleyman Demi et Suzanne Sicchia, « Agrochemicals Use Practices and Health Challenges of Smallholder Farmers in Ghana », Environmental Health Insights, 17 septembre 2021, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8450680/> ; et Elina Andersson et Ellinor Isgren, « Gambling in the garden: Pesticide use and risk exposure in Ugandan smallholder farming », Journal of Rural Studies, Volume 82, février 2021, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016721000139>
49. INKOTA, « Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent », août 2022, [https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota\\_brochure\\_fertiliser2022\\_web.pdf](https://www.inkota.de/sites/default/files/2023-08/inkota_brochure_fertiliser2022_web.pdf) ; Tully, K. L., Hickman, J. E., Russo, T. A., Neill, C., Matata, P., Nyadzi, G. et. al., « The fate of nitrogen during agricultural intensification in East Africa: Nitrogen budgets in contrasting agroecosystems », Journal of Geophysical Research : Biogeosciences, 128, 2023 : <https://doi.org/10.1029/2022JG007128>
50. Entretien avec GRAIN en février 2026.

51. Tim Wise, « Failing Africa's farmers: an impact assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa », Global Development and Environment Institute, Working paper 20-01, juillet 2020, [https://bpb-us-e1.wpmucdn.com/sites.tufts.edu/dist/0/5123/files/2020/07/20-01\\_Wise\\_FailureToYield.pdf](https://bpb-us-e1.wpmucdn.com/sites.tufts.edu/dist/0/5123/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf)
52. Banque mondiale, « Burkina Faso. Agro-silvo-pastoral sector public expenditure review », 2023, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099621304162432367/pdf/IDU12f1912631af9914c85192fe1af9d9e8bcaf7.pdf>
53. Les données proviennent de KilimoSTAT : <https://statistics.kilimo.go.ke/>
54. Source : International Fertilizer Association – Base de données IFA. Données pour 2018 (<https://www.ifastat.org/consumption/fertilizer-use-by-crop>) [Dernière consultation : 9 décembre 2025]
55. BAD, MAFDE, OCP Afrique, « Africa fertilizer market and finance analysis », juin 2025, <https://www.afdb.org/en/documents/africa-fertilizer-market-and-finance-analysis>
56. Entretien avec GRAIN en février 2026.
57. Voir : <https://beoneere-agroecologie.bf/> ; et <https://cofersa.org/actions/>
58. Voir : <https://wasafrika.org>
59. Voir : <https://sites.google.com/agroecologie-tunisie.network/new/accueil>
60. Voir : <https://permaculturetunisie.org/reseau-nourriture-citoyenne/>
61. Entretien avec GRAIN en février 2026.
62. Foodrise, « Exhausted earth. How fertiliser corporations destroyed the nitrogen cycle and how to fix it », 2025, <https://foodrise.org.uk/research/exhausted-earth/>
63. CNUCED, « Strait of Hormuz disruptions. Implications for global trade and development », 10 mars 2026, [https://unctad.org/system/files/official-document/osgttinf2026d1\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/osgttinf2026d1_en.pdf)
64. Simon Roberts et. al., « Concentration, competition and market outcomes in fertiliser markets in East and Southern Africa », 2024, [https://www.researchgate.net/publication/378477043\\_Concentration\\_competition\\_and\\_market\\_outcomes\\_in\\_fertiliser\\_markets\\_in\\_East\\_and\\_Southern\\_Africa](https://www.researchgate.net/publication/378477043_Concentration_competition_and_market_outcomes_in_fertiliser_markets_in_East_and_Southern_Africa)
65. Swati Kushwaha, « Global fertiliser dependency on Gulf exports: what if Hormuz is disrupted? », 18 juin 2025, <https://www.kpler.com/blog/global-fertiliser-dependency-on-gulf-exports-what-if-hormuz-is-disrupted>
66. Sources : FAOSTAT [Dernière consultation : 14 décembre 2025] ; Ana News Agency, « Iran-Made petrochemical products well sold in European, African, Latin American markets », 2 janvier 2024, <https://ana.ir/en/news/4677/iran-made-petrochemical-products-well-sold-in-european-african-latin-american-markets>
67. Voir : Abu Qir Fertilisers, « Financial statements of the financial year ended June 30, 2025 », 2025, <https://abuqir.net/investors/financial> ; MOPCO, « Annual report 2024 », 2025, <https://www.mopco-eg.com/en/investor-relation/financial-reports> ; et WAYA Staff, « Saudi's Sovereign Wealth Fund to acquire 25% of Mopco », 10 août 2022, <https://waya.media/saudis-sovereign-wealth-fund-to-acquire-25-of-mopco/>
68. Voir : <https://sharkiagroup.com/futurefert-fertilizers-chemicals-industry/>
69. Voir : <https://fertiglobe.com/about-us/our-business/>
70. SABIC, « Annual report 2024 », 2025, <https://www.sabic.com/en/investors/performance-financial-highlights/annual-report>

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

[www.grain.org](http://www.grain.org)

GRAIN

Casanova 118, escalera dcha. 1ºB, 08036 Barcelona, Espagne

Tél: +34 93 301 1381

Email: [grain@grain.org](mailto:grain@grain.org)



Un homme transporte un sac d'engrais dans un centre de distribution du département de Banfora, au Burkina Faso. @Alamy/Jake Lyell